



PUBLIC-PRIVÉ : L'HÉCATOMBE DES EMPLOIS. À NOUS DE DÉCLENCHER L'UNITÉ DANS LA LUTTE, TOUS ET TOUTES ENSEMBLE

Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été l'occasion de faire entendre la voix du monde du travail, face au discours réactionnaire et militariste ambiant, en France aussi bien que dans le reste du monde : comme aux États-Unis, pays de naissance du 1^{er} mai, contre Trump et sa politique ; ou en Turquie, contre le régime d'Erdogan, en dépit de la brutale répression de la police qui a arrêté 400 personnes.

Les grèves continuent, n'en déplaisent au patronat et au gouvernement

Des luttes se déroulent localement, dans les entreprises privées comme les services publics, autour de la question des salaires, du maintien de l'emploi et de la défense des conditions de travail. Les cheminots entament une grève cette semaine, entraînant les cris d'orfraie des ministres et journalistes de connivence dénonçant les prétextes « priviléges » des travailleurs du rail. Il faut dire que tout ce beau monde s'y connaît en avantages indus et en parasitisme social ! La SNCF a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros en 2024, tandis que les cheminots n'ont touché que 0,5 % d'augmentation générale des salaires...

Nationaliser les licenciements...

La liste des plans de licenciements s'allonge. La semaine dernière, STMicroelectronics (1,6 milliard de dollars de bénéfice) et ArcelorMittal (1,3 milliard), y ont ajouté leur pierre en annonçant respectivement 1 000 et 636 suppressions de postes en France, dont plus de 300 à Dunkerque pour le sidérurgiste. Les responsables politiques et syndicaux de gauche se sont alors pressés à Dunkerque pour le 1^{er} mai, avec une solution magique pour sauver ArcelorMittal : la nationalisation. Le refrain est connu : dans les années 1970, le gouvernement de droite, sous la présidence de Giscard d'Estaing, avait épargné les dettes d'Usinor et Sacilor en y prenant une participation majoritaire. La gauche unie derrière Mitterrand avait poursuivi en achevant de nationaliser et c'est en fin de compte l'État qui a conduit lui-même des « restructurations ». Résultat des courses, 100 000 postes supprimés en une

Abonnez vous à la Newsletter du NPA

Révolutionnaires de Grenoble en scannant le QR code :



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Accès aux structures du CHU : merci de payer le parking pour vous faire soigner !

C'est devenu une pratique malheureusement courante dans le département, voire même la région : se garer sur les parkings jouxtant le CHU vous coûtera des sous. La stationnement en zone urbaine est ainsi payant depuis 2018 sur le site Nord « pour préserver l'accès aux patients et aux visiteurs », selon la direction même de l'hôpital.

Cette pratique s'est d'ailleurs démocratisée dans le département et la région. Ainsi à Bourgoin-Jallieu au Centre hospitalier Pierre-Oudot (CHPO) c'est le même dispositif qui est mis en place depuis 2016. A Chambéry, la construction du nouveau parking va même inaugurer un nouveau système : si jusque là les tickets pour les consultations planifiées étaient remboursés, c'est maintenant terminé ! Sympa pour les patients. D'autant que cet argent sert à financer... des exploitants privés ! Au CHU de Grenoble, l'hôpital touche éventuellement une redevance ... si les profits dépassent un certain seuil !

Si à Grenoble l'hôpital Nord est assez bien desservi en transports commun, ce n'est évidemment pas le cas des autres structures, particulièrement dans le nord Isère ! Plutôt que de faire payer la facture à nos patients, peut-être faudrait-il réinvestir dans des transports en commun permettant à chacun de se rendre à l'hôpital ? Et pourquoi pas, soyons fous, investir dans les salaires et les ouvertures de lits dans nos structures pour permettre d'accueillir nos patients ... si ils peuvent payer le parking bien sûr !

Clinique mutualiste de Grenoble : Des fausses mutuelles créées pour pour augmenter l'influence du groupe AVEC ?

A la clinique mutualiste de Grenoble, la rapacité du groupe Avec ne semble avoir connu que de peu limites ! Alors que l'ancien directeur Bernard Bensaïd (aussi connu sous le joli surnom de « Bernard Tapie de la santé ») a été mis en examen pour détournement de fonds publics et prise illégales d'intérêts, il semblerait que ce groupe privé ait également user d'autres méthodes pour maintenir son emprise sur la structure. Ainsi, alors que le groupe Avec n'a plus la main sur l'UMG-GHM, le groupe aurait tenté de créer un fausse mutuelle, la Mutuelle du midi, pour garder une place au conseil d'administration. Un business de la santé bien juteux pour les capitalistes ... et sur le dos des patients et des collègues puisqu'en novembre 2021, 50 % de l'équipe des urgences avait démissionné.

Les capitalistes tentent de faire leurs profits sur nos vies, et c'est bien par nos mobilisations que nous les ferons en battre en retraite !

A Dignes-les-Bains et Manosque : des services d'urgence asphyxiés !

Une nouvelle régulation des services d'urgence a été annoncée sur les sites des urgences de Dignes-les-Bains et Manosque. Ainsi, depuis le 1^{er} Mai et jusqu'au 31 Juillet, l'accès aux urgences sera régulé, c'est à dire ... réduit ! Un énième symptôme du manque croissant de moyens dans les services d'urgences : pas de médecins urgentistes, pas de lits... et donc tri des patients.

Une situation d'autant plus ubuesque et tragique que, le 8 Mars dernier, une famille dont le bébé de 19 mois qui était en détresse respiratoire, a du parcourir toute la région pour trouver un service d'urgence ouvert. Le service d'urgence pédiatrique de Manosque étant fermé, il a fallu rallier Gap... pour que l'enfant soit finalement transférée vers le service de Marseille, avant d'être ... redirigé en réanimation pédiatrique à Manosque ! Leurs attaques sur l'hôpital public ont des conséquences... et c'est bien nous qui les payons !

Déserts médicaux et répartition de la misère

30 % de la population vit dans « un désert médical », c'est-à-dire n'arrive pas à trouver un médecin pour se soigner. Ces déserts médicaux concernent principalement les zones rurales, où l'accès aux soins est limité en raison d'une insuffisance de professionnels de santé. Cependant, ce problème ne se limite pas uniquement aux campagnes : certaines périphéries urbaines et quartiers défavorisés sont également touchés. Face à ces situations dramatiques, les pouvoirs publics veulent obliger les nouveaux médecins à s'installer dans ces déserts, voire forcer ceux déjà installés ailleurs à passer deux jours par mois dans les zones affectées. Des « solutions » à la petite semaine qui masquent le problème essentiel : le manque flagrant de médecins et de personnel soignant et des budgets en diminution constante pour la formation du personnel soignant à tous les niveaux. Dans une société tournée vers l'intérêt général, la priorité serait d'organiser la répartition des soignants, médecins compris, pour assurer un accès équitable aux soins, non de défendre des intérêts privés sous couvert de « liberté ». Faute de changer de politique, le gouvernement prétend régler le problème en développant également les maisons de santé et centres pluridisciplinaires, la télé-médecine ou les soins mobiles. Des initiatives qui peuvent ponctuellement dépanner mais qui ne font en réalité que répartir la pénurie.

REUNION PUBLIQUE DU NPA-REVOLUTIONNAIRES :
LES CAPITALISTES PREPARENT LA GUERRE ... PREPARONS LA REVOLUTION !
MECRIDI 14 MAI : 18H30 SALLE POLYVALENTE DE L'ÎLE VERTE , GRENOBLE